

Situation générale

Ordonnances pour détruire le code du travail, attaques contre les fonctionnaires et les services publics, hausse de la CSG, baisse des APL, remise en cause des emplois aidés. Le soufflet de la campagne présidentielle accompagné de ses opérations de brouillage idéologique est bien retombé et le verdict est clair : le gouvernement Macron-Philippe mène une politique de régressions sociales. L'objectif de respecter le seuil de 3% de déficit public par la réduction des dépenses publiques (60 Mds d'euros sur le quinquennat) et l'affaiblissement des droits des salariés au prétexte d'améliorer les performances des entreprises font office de ligne de gouvernement, dans la continuité des politiques libérales que le SNES FSU combat. La captation d'une partie de la richesse nationale par les entreprises, via des cadeaux fiscaux, pour une efficacité économique nulle comme l'a montré le bilan du CICE va se poursuivre en s'installant sur un dispositif pérenne. Les actionnaires des entreprises du CAC 40 dont les profits ont explosé au premier semestre 2017 pourront s'en réjouir. Pour les plus fortunés, la réforme à venir de l'ISF devenant l'impôt sur la fortune immobilière générera 4 Mds de recettes fiscales en moins pour l'état. Selon les chiffres ministériels, un patrimoine estimé à 1,3 M d'euros devait s'acquitter en 2016 d'un impôt de 2225 €... cela laissait quand même 1 297 775 M€ pour vivre ! Quant aux 3250 ménages français les plus riches, ils peuvent continuer de cacher 140 Mds d'euros dans les paradis fiscaux. Pour les fonctionnaires, les étudiants, les salariés, les retraités, les mesures négatives, elles, s'accumulent.

Mobilisations contre la loi travail

La loi travail constitue la première étape d'un plan qui verra se succéder d'autres contre réformes (retraites, UNEDIC, formation professionnelle). Le SNES – FSU appelle ses adhérents à prendre part aux mobilisations et à amener le débat dans les établissements. Non, ce n'est ni le code du travail ni les garanties collectives qui créent le chômage. Il appelle à déjouer les pièges de la division que tend le gouvernement (public – privé, salarié – chômeur, jeune – retraité).

Les retraités

La CAA appelle à signer la pétition « **Recevez et écoutez les retraités, monsieur le Président de la République** » avant le 28 septembre, date de l'action des retraités contre le gel des pensions, la hausse de la CSG et à participer aux rassemblements et manifestations programmés dans l'académie.

Grève des fonctionnaires le 10 octobre

Le gouvernement annonce 120 000 suppressions d'emplois publics durant le quinquennat, dont 70 000 dans la Territoriale et 50 000 dans la Fonction Publique d'Etat. Les annonces de l'été sur le gel du point d'indice, la perte des repères salariaux communs aux trois fonctions publiques, le retour du jour de carence, la hausse de la CSG donnent sans ambiguïté l'orientation gouvernementale envers les fonctionnaires et les retraités. Un possible report de l'application de la revalorisation des carrières PPCR est en outre envisagé, reniant la parole de l'Etat. La baisse des dotations aux collectivités territoriales (-300 000 € dès cette année, 10 Mds d'euros sur 5 ans) laisse présager de dégradation à venir des conditions de travail et du fonctionnement des services. Le SNUTER FSU a déjà appelé à se saisir des mobilisations en cours pour s'opposer à ces menaces. Les militants, adhérents du SNES FSU dans les établissements peuvent aider à l'information et à la mobilisation des agents territoriaux. Face à cela, la FSU a pris ses responsabilités en permettant de construire une journée de mobilisation à l'appel de 9 organisations. Le SNES FSU va prendre toute sa place dans la construction de cette journée de mobilisation portant sur les questions salariales, contre la journée de carence et pour permettre aux agents d'exercer leurs missions de service public. C'est une étape dans les mobilisations qui doit venir s'articuler

50 avec d'autres, dans l'optique de construire un mouvement unitaire qui doit s'installer dans la durée et
51 permettre la convergence des luttes des salariés du privé et des fonctionnaires, en déjouant le piège de la
52 division.

53 *PPCR*

54 La période est d'autant plus propice à porter la question salariale, qu'avec le reclassement opéré au 1^{er}
55 septembre dans les nouvelles carrières et la nouvelle évaluation, les collègues s'y montrent
56 particulièrement sensibles. Le premier volet de l'action « le snes fsu s'occupe de ma carrière » a pu générer
57 des questions et des incompréhensions chez nos collègues. Pour autant, le bilan est positif car les
58 nombreux collègues qui ont contacté la section académique ont pu être rassurés et renseignés, tant sur le
59 déroulement futur de leur carrière que sur les nouvelles modalités d'évaluation. C'est un élément
60 déterminant de l'accompagnement syndical que nous devons continuer de porter auprès des collègues.. Si
61 le cadrage national existe, les discussions avec le rectorat comme avec les IPR montrent qu'il faut rester
62 très vigilant pour combattre toutes dérives liées au déroulement des rendez-vous de carrière et à la
63 production du document écrit avant l'inspection.
64 En revanche, le SNES FSU doit dénoncer auprès de la profession les retards pris pour les discussions sur les
65 circulaires d'accès à la classe exceptionnelle et pour la hors classe. Ce n'est pas sérieux, alors que la
66 première capa de promotion à la classe exceptionnelle était annoncée pour novembre-décembre, que les
67 textes nationaux ne soient toujours pas présentés par le MEN et discutés. Ce n'est pas respectueux des
68 collègues, attentifs à cette question lorsqu'ils sont proches de la retraite.

69 *Accueil des élèves allophones*

70 Le manque de place en UPE2A renvoie trop rapidement les élèves sur la seule inclusion en classe ordinaire
71 quand ils n'y sont pas mis directement. Les structures sont parfois trop éloignées des domiciles des familles
72 ou des familles d'accueil pour les mineurs isolés. L'accueil doit être amélioré pour assurer une scolarité
73 digne et suffisante pour ces enfants et ces jeunes qui ont connu un parcours difficile et traumatisant, dans
74 le respect des conventions internationales signées par la France.

75 *Conflits dans les établissements*

76 Depuis plusieurs années, des conflits éclatent dans certains établissements. Gestion punitive des
77 autorisations d'absence, augmentation du nombre de réunions et pressions pour y assister, injonction et
78 non-respect du volontariat pour certaines tâches, décompte ahurissant des heures de service, non-respect
79 des statuts, culpabilisation, intrusion dans le pédagogique, gestion infantilisante, négation des difficultés du
80 métier, renvoi à la responsabilité individuelle, menace de sanction disciplinaire contre un représentant
81 syndical... Les militants du SNES FSU, à la section académique ou dans les sections départementales sont
82 souvent en premières lignes pour porter ces situations dans les instances et auprès du rectorat ou des
83 inspections académiques car ces méthodes de management heurtent ce que nous portons pour la
84 profession et en tout premier lieu, la prévalence du statut sur le contrat, la résistance collective et syndicale
85 contre les logiques qui individualisent. La CAA appelle les sections d'établissements à intervenir au plus
86 vite auprès des sections départementales, de la section académique, lorsque l'organisation du travail dans
87 l'établissement génère souffrance et angoisse.

88 *Remplacement*

89 La crise de recrutement s'enlise à cause de la faiblesse des rémunérations qui détournent nombre
90 d'étudiants de nos métiers. Ce sont 1473 postes qui ont été perdus lors des concours 2017. Dans notre
91 académie, c'est lourd de conséquences. Les créations de postes de ces dernières années ne se traduisent
92 pas plus d'enseignants titulaires. Afin de pourvoir les postes en établissements, le rectorat de Dijon ferme
93 des postes en zone de remplacement. Le nombre de TZR baisse de 10% encore cette année, passant de 840
94 en 2008 à 399 en 2017 ! Pour les TZR, ce sont plus d'affectations sur deux ou trois établissements, pour les
95 établissements, des difficultés sont à prévoir, notamment en anglais, en éco-gestion, en espagnol, en lettres
96 classiques, mathématiques, philosophie, S.V.T., Sciences Physiques, SES. Le remplacement, besoin
97 permanent du service public est détruit, au profit du développement de l'emploi précaire puisque le
98 rectorat a de plus en plus recours au recrutement de non titulaires, dont le nombre s'élève désormais à
99 près de 600.

101 *Lycée*

102 Les difficultés liées à APB témoignent du manque de places, de la fermeture des formations, comme à
 103 l'université de Dijon alors que plus d'étudiants (40 000 au niveau national) devaient être accueillis. Cela a
 104 généré l'introduction de critères de tri. Le rang du vœu a pris une importance considérable imposant par la
 105 même des choix risqués pour les élèves. Cela conduit au résultat suivant : 600 étudiants en Bourgogne sans
 106 affectation APB qui se tournent vers le privé. Les « couacs » d'APB lors de la session 2017 laissant sur le
 107 carreau plus de 6 000 bacheliers sans affectation semble être la justification pour une énième réforme du
 108 lycée... Cela ne semble pas être la bonne porte d'entrée pour améliorer le lycée. En effet, le ministre de
 109 l'éducation a annoncé vouloir réformer le Bac pour la session 2021, ce qui implique des changements dès la
 110 prochaine rentrée scolaire (en 2018) pour le niveau de seconde. Les informations distillées par le ministère
 111 quant au Bac 2021 ne sont pas rassurantes : 4 matières évaluées en examen terminal et le reste... en CCF,
 112 en ECA... Avec l'expérience que nous avons avec l'évaluation en langues vivantes, nous avons de quoi être
 113 inquiets ! Le SNES-FSU continue de défendre l'égalité des filières professionnelles, technologiques et
 114 générales ainsi que l'égalité des séries générales. Un pays développé se doit certes de répondre aux besoins
 115 écono-miques de la nation mais avant tout, un « grand » pays se doit également de permettre à tous ses
 116 jeunes de trouver leur voie d'épanouissement. Un élève qui choisit réellement sa formation est un élève qui
 117 est motivé ! A force de sans cesse « remplir des cases », en affectant les lycéens là où il y a de la place, plutôt
 118 que permettre aux élèves de trouver leur chemin vers la réussite, la manière dont est administrée
 119 l'éducation nationale provoque en fait l'échec scolaire !
 120 Le lycée Nord Yonne reste une urgence. La difficulté à gérer un établissement de 3000 élèves à SENS est
 121 bien réelle et a des conséquences chaque année sur la stabilisation des équipes en place. Quant aux élèves,
 122 cela a des répercussions sur leur confort de vie (avec des journées extrêmement longues pour certains) et
 123 sur le décrochage scolaire qui découle de la sensation d'anonymat qu'ils peuvent ressentir. Pour preuve, les
 124 taux de redoublement en 2nde restent importants malgré les moyens et les dispositifs mis en place. Le SNES-
 125 FSU dénonce l'absence de tout dialogue avec l'exécutif régional sur cette question ainsi que les
 126 atermoiements du rectorat. Il demande de toute urgence une réunion tripartite regroupant les différents
 127 acteurs (Région, Rectorat, représentants des personnels) pour enfin avancer sur cette question

128 *Collège*

129 L'organisation des corrections de ce DNB 2017 a été inadmissible à bien des égards : un seul correcteur
 130 pour 150 copies de français, un collègue professeur des écoles en SEGPA convoqué, prévenu le 3 juillet
 131 pour corriger l'épreuve de SVT, des professeurs enseignant en lycée convoqués et informés lundi 3 juillet,
 132 sans qu'auparavant, ces derniers ne se soient portés volontaires, professeur convoqué dans un
 133 établissement sans bordereau de copies à son nom, pour tous, des retards dans la transmission des
 134 convocations. Pour les personnels, ces défauts d'organisation sont inacceptables. La diminution des
 135 personnels administratifs travaillant à la division des examens et concours n'est sûrement pas étrangère à
 136 cela. La section académique du SNES FSU est intervenue auprès de la rectrice.
 137 Le SNES FSU doit réaffirmer et faire vivre les revendications pour le DNB : urgence d'une réflexion sur
 138 l'évaluation du socle et son articulation avec le DNB, bilan des oraux d'EPI. L'évaluation des élèves relève
 139 de la liberté pédagogique des enseignants et ne doit pas être instrumentalisée, comme cela a pu être
 140 constaté dans certains établissements de notre académie afin de favoriser les réussites au DNB. Le bulletin
 141 doit être rendu plus lisible, avec l'arrêt du découpage du socle en micro compétences permis par certaines
 142 applications utilisées dans les collèges.
 143 Les aménagements de la réforme du collège ne se sont pas traduits dans notre académie par de
 144 nombreuses modifications à cause de leur annonce trop tardive. Le SNES FSU est intervenu lors du CTA de
 145 juin 2017 pour demander que l'implantation des enseignements facultatifs fassent l'objet d'un cadrage
 146 académique pour éviter la concurrence entre les collèges ou favoriser le réseau des établissements privés (les
 147 collèges privés ont vu leurs effectifs progresser de 322 élèves ces trois dernières années tandis que les collèges
 148 publics perdaient 2200 élèves).
 149
 150 Le collège Bienvenu Martin de l'Yonne semble être sauvé même si aucune officielle n'est pour l'instant
 151 intervenue. Maintenant, c'est la fermeture de Bléneau qui est envisagée... La CAA refuse ces fermetures
 152 d'établissements, le SNES FSU continuera de s'y opposer en mobilisant et en soutenant les personnels
 153 mobilisés et en intervenant auprès de l'administration et des élus.

155 *Action*

156

157 La CAA appelle

158 → se réunir dans les établissements en heure d'information syndicale pour dresser bilan de rentrée et

159 débattre des mobilisations en cours, pour construire la convergence entre salariés, fonctionnaires,

160 retraités, chômeurs et étudiants pour s'opposer aux régressions , pour préparer la grève et les

161 manifestations du 10 octobre

162 → Soutenir, y compris par la grève, les mobilisations en cours contre la loi travail

163 → Participer aux stages de formation syndicale, pour s'informer, débattre, agir

164 → Se syndiquer au snes fsu comme facteur construisant le rapport de force

165

166 **Vote sur l'ensemble du texte :**

167 POUR 20

168 CONTRE 0

169 NPPV 0

170 ABS 0

171